

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N° 000003 /AOND/MINTSS/CIPM/2026

Du 02 OCT 2026 pour l'étude de faisabilité du projet « une commune une mutuelle ».

OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

La protection sociale constitue l'un des piliers de la politique nationale de développement économique et social. À ce titre, le Gouvernement du Cameroun, à travers la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), fait de l'extension de la couverture sociale un axe prioritaire visant à assurer une meilleure protection des populations contre les risques sociaux et à promouvoir le travail décent.

Le présent Appel d'Offres a pour objet le recrutement d'un cabinet d'études ou d'un groupement de cabinets qualifiés en vue de la réalisation de l'étude de faisabilité du projet « Une Commune, Une Mutuelle ». Cette étude vise à apprécier la faisabilité institutionnelle, juridique, technique, organisationnelle, sociale, financière et économique de la mise en œuvre du projet sur l'ensemble du territoire national. Elle devra permettre d'évaluer les conditions de création, de fonctionnement et de pérennisation des mutuelles communales, en tenant compte des spécificités socio-économiques, démographiques et territoriales des collectivités territoriales décentralisées.

De manière spécifique, le prestataire retenu sera chargé notamment de :

- Réaliser un diagnostic de l'existant en matière de mutualité, de protection sociale et de financement de la santé au niveau national et local ;
- Analyser le cadre juridique, institutionnel et réglementaire applicable aux mutuelles sociales et identifier les ajustements éventuels nécessaires à la mise en œuvre du projet ;
- Évaluer la demande potentielle ainsi que les besoins des populations cibles, en tenant compte des disparités territoriales et des catégories socioprofessionnelles ;
- Proposer un modèle organisationnel, institutionnel et de gouvernance des mutuelles communales, en précisant les rôles et responsabilités des différents acteurs concernés, notamment l'État, les Collectivités Territoriales Décentralisées, les organisations de la société civile, les partenaires techniques et financiers et les bénéficiaires ;
- Élaborer un modèle économique et financier permettant d'assurer la viabilité et la pérennité des mutuelles, incluant les mécanismes de mobilisation des ressources, de gestion des risques et de mutualisation des financements ;
- Analyser les risques susceptibles d'affecter la mise en œuvre du projet et proposer des mesures d'atténuation appropriées ;
- Définir un dispositif de suivi-évaluation assorti d'indicateurs de performance et de résultats ;
- Élaborer un plan de mise en œuvre du projet comprenant les différentes phases d'exécution, le chronogramme des activités, les besoins en ressources humaines, matérielles et financières ainsi que les modalités de déploiement progressif à l'échelle nationale ;
- Formuler des recommandations stratégiques en vue de la mise en œuvre effective du projet.

Au terme de sa mission, le prestataire produira un rapport de faisabilité assorti d'un plan opérationnel de mise en œuvre, d'un cadre logique, d'un budget prévisionnel, d'un mécanisme de gouvernance et d'un plan de financement permettant au Maître d'Ouvrage de disposer de tous les éléments techniques nécessaires à la prise de décision et à la mobilisation des financements requis pour l'exécution du projet.

CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, consistent en la réalisation d'une étude de faisabilité complète du projet « Une Commune, Une Mutuelle », destinée à apprécier sa pertinence, sa viabilité et les conditions de sa mise en œuvre à l'échelle nationale.

À ce titre, le prestataire retenu exécutera notamment les prestations ci-après :

2.1. Phase préparatoire

- Organiser une réunion de cadrage avec le Maître d'Ouvrage ;
- Élaborer la note méthodologique et le plan de travail détaillé ;
- Identifier les parties prenantes et élaborer un plan de consultation.

2.2. Diagnostic de la situation existante

Le prestataire procédera à :

- L'analyse du système national de protection sociale, en particulier des mécanismes de mutualisation des risques sociaux et sanitaires ;
- L'état des lieux des mutuelles sociales existantes, de leur fonctionnement, de leurs performances et des difficultés rencontrées ;
- L'analyse des initiatives similaires mises en œuvre aux niveaux national, sous-régional et international afin d'en tirer les bonnes pratiques et les enseignements utiles ;
- L'identification des besoins des populations, des collectivités territoriales décentralisées et des autres acteurs concernés.

2.3. Analyse de faisabilité

Le prestataire réalisera une analyse approfondie portant notamment sur :

- La faisabilité institutionnelle et organisationnelle du projet ;
- La faisabilité juridique et réglementaire, y compris l'identification des adaptations éventuelles du cadre normatif ;
- La faisabilité technique et opérationnelle ;
- La faisabilité économique et financière, incluant l'évaluation des coûts d'investissement et de fonctionnement, ainsi que des mécanismes de financement durable ;
- La faisabilité sociale, notamment l'acceptabilité du projet par les populations et les parties prenantes.

2.4. Élaboration du modèle de mise en œuvre

Le prestataire proposera :

- Un modèle de gouvernance des mutuelles communales ;
- Les modalités d'organisation, de gestion et de fonctionnement des mutuelles ;
- Les rôles et responsabilités des administrations publiques, des collectivités territoriales décentralisées, des partenaires techniques et financiers, des organisations de la société civile et des bénéficiaires ;
- Les mécanismes d'adhésion, de gestion des cotisations, de couverture des risques, de contrôle interne et d'audit.

2.5. Analyse financière et économique

Le prestataire devra notamment :

- Élaborer un modèle économique garantissant la viabilité financière des mutuelles ;
- Proposer différents scénarios de financement du projet ;
- Évaluer les incidences budgétaires pour l'État, les collectivités territoriales décentralisées et les autres partenaires ;
- Réaliser une analyse coûts-avantages du projet.

2.6. Analyse des risques

Cette phase consistera à :

- Identifier les risques institutionnels, financiers, juridiques, sociaux, techniques et opérationnels susceptibles de compromettre la mise en œuvre du projet ;
- Proposer des mesures d'atténuation ainsi qu'un plan de gestion des risques.

2.7. Élaboration du plan de mise en œuvre

Le prestataire élaborera un plan opérationnel comprenant notamment :

- Les différentes phases de déploiement du projet ;
- Le chronogramme de mise en œuvre ;
- Les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires ;
- Les indicateurs de performance et le dispositif de suivi-évaluation ;
- Les modalités de pérennisation du projet.

2.8. Restitution et validation

Le prestataire assurera :

- La présentation des résultats provisoires devant les parties prenantes ;
- La prise en compte des observations formulées lors de l'atelier de validation ;
- La production et la remise du rapport final de faisabilité, accompagné de ses annexes techniques, de la feuille de route de mise en œuvre et de tout document utile à la prise de décision par le Maître d'Ouvrage.

Les prestations devront être réalisées conformément aux règles de l'art, aux normes professionnelles applicables aux études de faisabilité.



TRANCHES/ALLOTISSEMENT

Le présent Appel d'Offres est constitué d'un lot unique portant sur la réalisation de l'étude de faisabilité du projet « Une Commune, Une Mutuelle ». En raison du caractère intégré de la mission et de l'interdépendance des différentes composantes de l'étude, les prestations ne sont ni alloties ni réparties en tranches.

Par conséquent, les soumissionnaires sont tenus de présenter une offre couvrant l'intégralité des prestations prévues dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.

Toute offre partielle ou portant uniquement sur une partie des prestations sera déclarée non conforme et rejetée.

COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel des prestations, établi à l'issue des études préalables, est fixé à **21 250 000 (-vingt-un million deux cent cinquante mille Francs CFA)**, toutes taxes comprises (TTC).

DELA PREVISIONNEL D'EXECUTION

Le délai prévisionnel d'exécution des prestations est fixé à **soixante (60) jours calendaires, à compter de la date de notification de l'Ordre de Service prescrivant le démarrage des prestations.**

Le prestataire est tenu de respecter le délai contractuel. Toutefois, les délais d'examen et de validation des livrables par le Maître d'Ouvrage ne sont pas imputables au délai d'exécution des prestations, sous réserve qu'ils n'excèdent pas les délais prévus au marché.

PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte, à égalité de conditions, aux cabinets d'études, bureaux d'études, cabinets-conseils ou groupements de cabinets, régulièrement établis et exerçant leurs activités conformément à la législation en vigueur, justifiant de compétences avérées dans la réalisation d'études de faisabilité, d'études stratégiques ou de missions d'assistance technique dans les domaines de la protection sociale, de la mutualité, de la santé, du développement local, de la gouvernance publique ou de tout autre domaine connexe.

Les soumissionnaires peuvent présenter leur candidature à titre individuel ou sous la forme d'un groupement, conformément aux dispositions du Code des marchés publics. En cas de groupement, celui-ci devra désigner un mandataire habilité à représenter l'ensemble de ses membres pendant la procédure de passation et, le cas échéant, durant l'exécution du marché.

Ne peuvent prendre part au présent Appel d'Offres les personnes physiques ou morales :

- Frappées d'une mesure d'exclusion ou de suspension de la commande publique en vertu de la réglementation en vigueur ;
- En état de liquidation judiciaire ou de cessation d'activités, sauf autorisation expresse prévue par les textes applicables ;
- Situation de conflit d'intérêts susceptible de compromettre l'impartialité et la transparence de la procédure ;
- Ne remplissant pas les conditions de qualification administrative, technique, financière ou professionnelle exigée par le présent Dossier d'Appel d'Offres.

Les prestations faisant l'objet du présent Appel d'Offres seront réalisées à partir de fournitures, équipements, logiciels, méthodes et expertises provenant de pays éligibles conformément aux dispositions du Code des marchés publics, sans préjudice des restrictions pouvant résulter des accords de financement ou des engagements internationaux de l'État.

Les experts proposés par les soumissionnaires devront justifier des qualifications académiques, de l'expérience professionnelle et des compétences requises pour l'exécution de la mission, conformément aux exigences définies dans les Termes de Référence et les critères d'évaluation des offres.

FINANCEMENT

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget de Fonctionnement du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, au titre de l'exercice budgétaire 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire : **60 41 420 1 320000002 1070 361309**.

MODE DE SOUMISSION

La soumission des offres dans le cadre du présent Appel d'Offres s'effectue **exclusivement par voie électronique**, conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

À cet effet, les soumissionnaires sont tenus de préparer, signer et transmettre leurs offres par l'intermédiaire de la plateforme électronique dédiée aux marchés publics, dans le respect des exigences techniques et des délais prescrits.

Les modalités de constitution des dossiers, de signature électronique, de transmission, de dépôt, de modification, de retrait éventuel des offres, ainsi que les conditions de recevabilité des offres électroniques, sont définies dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

Toute offre transmise par un autre mode ou déposée en dehors des conditions prévues dans le présent Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Sous peine de rejet de son offre, chaque soumissionnaire est tenu de joindre à ses pièces administratives une caution de soumission d'un montant de **quatre cent vingt-cinq mille vingt (425 020) francs CFA**.

La caution de soumission est établie conformément au modèle figurant dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, par une banque de premier ordre ou par un organisme financier agréé par le Ministre chargé des Finances et habilité à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics. La liste des établissements habilités est annexée au **présent Dossier d'Appel d'Offres (Pièce n° 14)**. La caution de soumission est destinée à garantir le maintien de l'offre pendant sa période de validité et le respect, par le soumissionnaire retenu, de ses engagements jusqu'à la constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

La durée de validité de la caution de soumission est de **trente (30) jours** au-delà de la durée de validité des offres.

La caution de soumission des soumissionnaires non retenus leur est restituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Celle du soumissionnaire attributaire est libérée après la constitution, le cas échéant, du cautionnement définitif et la notification du marché.

CONSULTATION ET ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté gratuitement, dès publication du présent Avis d'Appel d'Offres, sur la plateforme **COLEPS** aux **adresses** <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) (www.armp.cm), ou, aux heures ouvrables, auprès du Service des Marchés Publics du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (MINTSS), sis à la **porte n° III, téléphone : 222 22 38 74**.

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être acquis auprès du Service des Marchés Publics du MINTSS, dès publication du présent Avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50 000) francs CFA**, représentant les frais d'acquisition du dossier.

La quittance de versement devra préciser le nom du soumissionnaire, l'objet de l'Appel d'Offres ainsi que le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres. Une copie de cette quittance est déposée auprès du Service des Marchés Publics du MINTSS lors du retrait du dossier.

Dans le cadre de la procédure dématérialisée, le Dossier d'Appel d'Offres peut également être obtenu conformément aux modalités prévues sur la plateforme **COLEPS**. Le soumissionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions relatives à l'acquisition électronique du dossier et à la justification du paiement des frais d'acquisition, telles que définies par la réglementation en vigueur et précisées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

Aucune réclamation relative à la méconnaissance du contenu du Dossier d'Appel d'Offres ne sera recevable après le dépôt des offres.

REMISE DES OFFRES

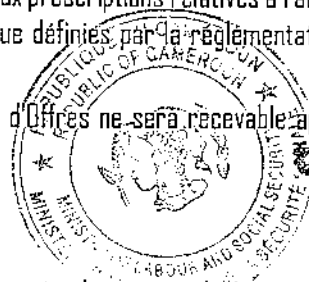
Chaque offre, rédigée en français ou en anglais, est transmise exclusivement par voie électronique, au moyen de la plateforme **COLEPS**, conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur et aux modalités précisées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

Les offres doivent être transmises au plus tard le **06 NOV 2026** à **13 heures précises (heure locale)**. Aucune offre ne pourra être reçue, enregistrée ou acceptée après la date et l'heure limites de dépôt fixées ci-dessus.

Il appartient au soumissionnaire de s'assurer que son offre est correctement préparée, signée, transmise et effectivement reçue sur la plateforme **COLEPS** avant l'expiration du délai prescrit.

Les risques liés à une transmission tardive, incomplète ou défectueuse incombent exclusivement au soumissionnaire.

L'offre électronique devra porter la mention suivante :



« Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence n° _____/ADNO/MINTSS/CIPM/2026 du _____ pour l'étude de faisabilité du projet « une commune une mutuelle . À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement».

Les modalités de dépôt, de signature électronique, de chiffrage, de modification, de remplacement ou de retrait éventuel des offres avant la date limite de dépôt sont celles prévues par la plateforme COLEPS et détaillées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

RECEVABILITE DES PLIS

Sous peine de rejet, les pièces constituant le dossier administratif doivent être produites conformément aux exigences du présent Dossier d'Appel d'Offres et aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO). Elles sont établies en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou par l'autorité administrative compétente, lorsqu'une telle certification est requise par la réglementation en vigueur.

Les pièces administratives doivent être datées de moins de **trois (03) mois à la date limite de dépôt des offres** ou avoir été établies **postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres**.

Toute offre ne comportant pas l'ensemble des pièces exigées ou contenant des pièces non conformes aux prescriptions du présent Dossier d'Appel d'Offres est susceptible d'être déclarée irrecevable, sous réserve des dispositions réglementaires relatives à la régularisation des pièces administratives, lorsque celle-ci est autorisée.

En particulier, l'absence de la caution de soumission, sa non-conformité aux prescriptions du présent Dossier d'Appel d'Offres, son établissement par un organisme non habilité ou son insuffisance de montant entraîne le rejet pur et simple de l'offre, conformément à la réglementation en vigueur.

Les documents transmis par voie électronique doivent être lisibles, complets et conformes aux exigences de la plateforme COLEPS. Le soumissionnaire demeure seul responsable de la qualité, de l'authenticité et de l'intégrité des documents qu'il transmet.

OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis contenant les pièces administratives, les offres techniques et les offres financières aura lieu le **06 NOV 2026** à **14 heures précises**, par la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, dans la **salle de conférences dudit Ministère, porte n° 117**.

Cette séance d'ouverture des plis est publique. Les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés, et munis d'un mandat régulier, peuvent y assister.

Conformément à la réglementation en vigueur, la Commission procède à l'ouverture des offres en une ou plusieurs étapes, selon les dispositions du présent Dossier d'Appel d'Offres et du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

À cette occasion, les noms des soumissionnaires, les montants des offres et les principales pièces administratives sont rendus publics.

La Commission se réserve le droit de demander, le cas échéant, toute pièce complémentaire ou toute régularisation des documents administratifs, dans un **délai de quarante-huit (48) heures à compter de la séance d'ouverture, conformément à la réglementation en vigueur**.

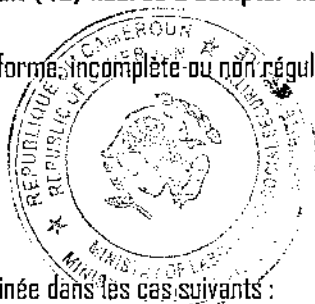
À l'expiration de ce délai, toute offre non conforme, incomplète ou non régularisée dans les conditions requises est déclarée irrecevable.

14. CRITERES D'EVALUATION

14.1 Critères éliminatoires

Toute offre sera déclarée irrecevable ou éliminée dans les cas suivants :

- Absence ou non-conformité de la caution de soumission ;
- Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif non régularisée dans le délai imparti ;
- Fausse déclaration, pièce falsifiée ou substitution de document ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon de marché au cours des trois (03) dernières années ;
- Absence de la capacité financière de 30% du montant toute taxe comprise du marché ;
- Note technique inférieure au seuil minimal requis de soixante-dix pour cent (70 %) des points ;
- Absence d'un chef de mission proposé ou non-conformité de son profil aux exigences du DAD ;
- Non-respect des spécifications essentielles des Termes de Référence (TDR) ;
- Non-respect des conditions de soumission électronique prévues par la plateforme COLEPS.



14.2 Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur la base des critères essentiels ci-après :

- Compréhension des Termes de Référence et méthodologie proposée ;
- Expérience du cabinet dans les études similaires ;
- Qualifications et expérience du personnel clé proposé ;
- Organisation et plan de travail proposé pour la réalisation de la mission ;
- Moyens logistiques et matériels mobilisés pour l'exécution de la prestation ;
- Planning d'exécution et respect des délais ;
- Références du cabinet dans les domaines similaires.



Chaque critère est noté conformément à la grille d'évaluation contenue dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

14.3 Évaluation financière

Seules les offres ayant obtenu la note technique minimale requise seront ouvertes pour l'évaluation financière.

L'évaluation financière consistera en la vérification et la correction éventuelle des erreurs arithmétiques, puis à la comparaison des offres financières corrigées. L'offre la moins-disante, jugée conforme, sera retenue sous réserve de la vérification de sa conformité technique.

14.4 Méthode de sélection

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note globale, résultant de la combinaison de la note technique et de la note financière, conformément à la méthode de sélection définie dans le RPAO.

ATTRIBUTION

La Lettre-commande sera attribuée au soumissionnaire dont l'offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, ayant satisfait aux critères de qualification techniques et financières requis, et ayant été évaluée la moins-disante, après correction des éventuelles erreurs arithmétiques et prise en compte, le cas échéant, des rabais proposés.

L'attribution est subordonnée à la vérification de la capacité du soumissionnaire retenu à exécuter de manière satisfaisante les prestations objet du présent Appel d'Offres, notamment au regard de ses références, de ses ressources humaines et matérielles, ainsi que de sa situation administrative et fiscale.

L'Autorité Contractante se réserve le droit de ne pas attribuer la Lettre-commande si aucune offre ne satisfait aux critères de qualification ou si les offres reçues sont jugées non conformes, inacceptables, anormalement basses ou excessivement élevées au regard de l'enveloppe prévisionnelle disponible.

Elle peut également, conformément à la réglementation en vigueur, déclarer la procédure infructueuse ou la suspendre à tout moment pour des motifs d'intérêt public dûment justifiés, sans que les soumissionnaires puissent prétendre à une quelconque indemnisation ou compensation.

DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de **trente (30) jours** à compter de la date limite de dépôt des offres fixée dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.

Pendant cette période, les soumissionnaires ne peuvent ni modifier ni retirer leur offre, sous peine des sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

Cette durée de validité peut être exceptionnellement prorogée à la demande de l'Autorité Contractante. Dans ce cas, les soumissionnaires sont invités à confirmer par écrit le maintien de leurs offres pour la période supplémentaire sollicitée.

Le refus de prorogation par un soumissionnaire n'entraîne ni pénalité ni perte de sa caution de soumission.

17. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Des renseignements complémentaires relatifs au présent Dossier d'Appel d'Offres peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, auprès du Service des Marchés Publics du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (MINTSS), **porte n° 111, téléphone : 222 22 38 74.**

Ces renseignements doivent être demandés suffisamment à l'avance afin de permettre leur traitement dans les délais compatibles avec la date limite de dépôt des offres. Aucune information orale non confirmée par écrit ne pourra être opposée à l'Autorité Contractante.

Les clarifications apportées aux soumissionnaires, le cas échéant, seront communiquées à l'ensemble des candidats ayant retiré le Dossier d'Appel d'Offres, conformément au principe d'égalité de traitement.

18. DENONCIATION, CORRUPTION ET MAUVAISES PRATIQUES

Tout soumissionnaire, prestataire ou toute personne impliquée dans la procédure est tenu de signaler sans délai toute pratique suspecte ou irrégulière dont il aurait connaissance.

À cet effet, les dénonciations peuvent être adressées aux structures compétentes ci-après :

La Commission Nationale Anti-Corruption (CONAC), au numéro vert 1517 ;

L'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP), par SMS ou appel aux numéros (+237) 673 20 57 25 et (+237) 699 37 07 48 ;

L'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP), conformément aux procédures en vigueur.

Toute dénonciation est traitée dans le strict respect de la confidentialité des informations reçues et des dispositions réglementaires applicables, sans préjudice des poursuites administratives, disciplinaires ou judiciaires prévues par la législation en vigueur.

19. DISPOSITIONS FINALES

Toutes les dispositions non expressément précisées dans le présent Dossier d'Appel d'Offres sont régies par les textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de marchés publics, ainsi que par les dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

En cas de contradiction entre les différentes pièces du Dossier d'Appel d'Offres, les stipulations du RPAO prévalent sur celles des autres documents, sauf indication contraire expressément mentionnée.

Toute difficulté d'interprétation des clauses du présent Dossier d'Appel d'Offres est résolue conformément aux principes généraux du droit des marchés publics et, le cas échéant, par l'Autorité Contractante, sans préjudice des voies de recours prévues par la réglementation en vigueur.

Yaoundé, le

12 OCT 2026

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale



Grégoire OWONA

Copies:

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné le cas échéant ;
- Président CPM concerné ;
- Présidents de CCEM, le cas échéant ;
- Affichage chrono.

NOTICE OF INVITATION TO TENDER

Open National Invitation to Tender under emergency procedure No. 0003/ONIT/MINTSS/ITB/2026
Of 12 OCT 2026 for the feasibility study of the "One Municipality, One Mutual Health Fund" Project.

SUBJECT OF THE INVITATION TO TENDER

Social protection constitutes one of the pillars of the national economic and social development policy. In this respect, the Government of Cameroon, through the National Development Strategy 2020-2030 (NDS30), makes the extension of social protection coverage a priority area aimed at ensuring better protection of populations against social risks and promoting decent work.

The purpose of this Invitation to Tender is to recruit a qualified consultancy firm or consortium of consultancy firms to carry out the feasibility study of the "One Municipality, One Mutual Health Fund" Project. This study aims to assess the institutional, legal, technical, organisational, social, financial and economic feasibility of implementing the project throughout the national territory. It shall make it possible to assess the conditions for the establishment, operation and sustainability of municipal mutual health funds, taking into account the socio-economic, demographic and territorial specificities of decentralised local authorities.

More specifically, the selected service provider shall be responsible, inter alia, for:

- Carrying out a diagnosis of the existing situation in terms of mutual health insurance, social protection and health financing at national and local levels;
- Analysing the legal, institutional and regulatory framework applicable to social mutual health funds and identifying any adjustments required for the implementation of the project;
- Assessing potential demand and the needs of target populations, taking into account territorial disparities and socio-professional categories;
- Proposing an organisational, institutional and governance model for municipal mutual health funds, specifying the roles and responsibilities of the various stakeholders concerned, particularly the State, Decentralised Local Authorities, civil society organisations, technical and financial partners and beneficiaries;
- Developing an economic and financial model to ensure the viability and sustainability of the mutual health funds, including resource mobilisation, risk management and financing pooling mechanisms;
- Analysing the risks likely to affect the implementation of the project and proposing appropriate mitigation measures;
- Defining a monitoring and evaluation mechanism with performance and result indicators;
- Developing a project implementation plan comprising the various implementation phases, activity schedule, human, material and financial resource requirements, as well as arrangements for progressive deployment at national level;
- Formulating strategic recommendations for the effective implementation of the project.

At the end of its assignment, the service provider shall produce a feasibility report accompanied by an operational implementation plan, a logical framework, a provisional budget, a governance mechanism and a financing plan enabling the Project Owner to have all the technical elements required for decision-making and the mobilisation of the financing necessary for the implementation of the project.

SCOPE OF SERVICES

The services covered by this Invitation to Tender consist in carrying out a comprehensive feasibility study of the "One Municipality, One Mutual Health Fund" Project, aimed at assessing its relevance, viability and the conditions for its implementation at national level.

In this respect, the selected service provider shall carry out, inter alia, the following services:

2.1. Preparatory phase

- Organise a kick-off meeting with the Project Owner;
- Prepare the methodological note and detailed work plan;
- Identify stakeholders and prepare a consultation plan.

2.2. Diagnosis of the existing situation

The service provider shall carry out:

- An analysis of the national social protection system, particularly mechanisms for pooling social and health risks;
- An assessment of existing social mutual health funds, their operation, performance and difficulties encountered;
- An analysis of similar initiatives implemented at national, sub-regional and international levels in order to draw relevant good practices and lessons;
- Identification of the needs of populations, decentralised local authorities and other stakeholders concerned.

2.3. Feasibility analysis

The service provider shall carry out an in-depth analysis covering, inter alia:

- The institutional and organisational feasibility of the project;
- The legal and regulatory feasibility, including identification of any necessary adaptations to the regulatory framework;
- The technical and operational feasibility;
- The economic and financial feasibility, including the assessment of investment and operating costs, as well as sustainable financing mechanisms;
- The social feasibility, particularly the acceptability of the project by populations and stakeholders.

2.4. Development of the implementation model

The service provider shall propose:

- A governance model for municipal mutual health funds;
- Arrangements for the organisation, management and operation of the mutual health funds;
- The roles and responsibilities of public administrations, decentralised local authorities, technical and financial partners, civil society organisations and beneficiaries;
- Mechanisms for membership, management of contributions, risk coverage, internal control and auditing.

2.5. Financial and economic analysis

The service provider shall, in particular:

- Develop an economic model ensuring the financial viability of the mutual health funds;
- Propose various financing scenarios for the project;
- Assess the budgetary implications for the State, decentralised local authorities and other partners;
- Carry out a cost-benefit analysis of the project.

2.6. Risk analysis

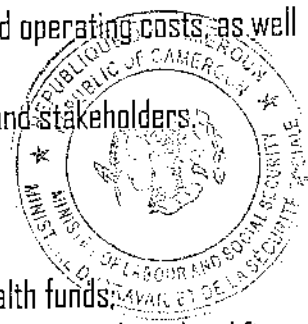
This phase shall consist in:

- Identifying institutional, financial, legal, social, technical and operational risks likely to jeopardise the implementation of the project;
- Proposing mitigation measures and a risk management plan.

2.7. Development of the implementation plan

The service provider shall develop an operational plan comprising, inter alia:

- The various phases of project deployment;
- The implementation schedule;
- The human, material and financial resources required;



- The performance indicators and monitoring and evaluation mechanism;
- Arrangements for ensuring the sustainability of the project.

2.8. Presentation and validation

The service provider shall ensure:

- The presentation of the provisional results to stakeholders;
- The incorporation of comments made during the validation workshop;
- The production and submission of the final feasibility report, together with its technical annexes, implementation roadmap and any document useful for decision-making by the Project Owner.

The services shall be performed in accordance with best professional practices and the professional standards applicable to feasibility studies.

LOTS/ALLOTMENT

This Invitation to Tender consists of a single lot covering the implementation of the feasibility study of the "One Municipality, One Mutual Health Fund" Project. Due to the integrated nature of the assignment and the interdependence of the various components of the study, the services are neither divided into lots nor into phases.

Consequently, tenderers are required to submit an offer covering all the services provided for in this Tender File.

Any partial offer or offer covering only part of the services shall be declared non-compliant and rejected.

ESTIMATED COST

The estimated cost of the services, established following the preliminary studies, is set at CFAF 21,250,000 (twenty-one million two hundred and fifty thousand CFA francs), inclusive of all taxes (VAT inclusive).

ESTIMATED EXECUTION PERIOD

The estimated execution period for the services is sixty (60) calendar days, as from the date of notification of the Service Order prescribing the commencement of the services.

The service provider shall comply with the contractual deadline. However, the periods for examination and validation of deliverables by the Project Owner shall not be counted within the execution period of the services, provided that they do not exceed the periods stipulated in the contract.

PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Invitation to Tender is open, under equal conditions, to consultancy firms, consulting firms, advisory firms or consortiums of firms, duly established and operating in accordance with the legislation in force, with proven expertise in carrying out feasibility studies, strategic studies or technical assistance assignments in the fields of social protection, mutual health insurance, health, local development, public governance or any other related field.

Tenderers may submit their applications individually or in the form of a consortium, in accordance with the provisions of the Public Contracts Code. In the case of a consortium, the latter shall designate an authorised representative empowered to represent all its members throughout the procurement procedure and, where applicable, during the performance of the contract.

The following natural or legal persons may not participate in this Invitation to Tender:

- Those subject to a measure of exclusion or suspension from public procurement pursuant to the regulations in force;

- Those undergoing judicial liquidation or cessation of activities, except where expressly authorised by the applicable legislation;
- Those in a situation of conflict of interest likely to compromise the impartiality and transparency of the procedure;
- Those not meeting the administrative, technical, financial or professional qualification requirements set out in this Tender File.

The services covered by this Invitation to Tender shall be carried out using supplies, equipment, software, methods and expertise originating from eligible countries in accordance with the provisions of the Public Contracts Code, without prejudice to restrictions that may arise from financing agreements or the State's international commitments.

The experts proposed by tenderers shall demonstrate the academic qualifications, professional experience and skills required for the performance of the assignment, in accordance with the requirements set out in the Terms of Reference and the tender evaluation criteria.

FINANCING

The services covered by this Invitation to Tender shall be financed from the Operating Budget of the Ministry of Labour and Social Security, for the 2026 financial year, under budget charge line: **60 41 420 1 32000002 1070 361309**.

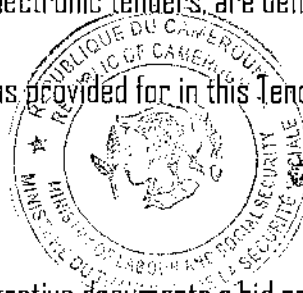
SUBMISSION METHOD

Submission of tenders under this Invitation to Tender shall be carried out exclusively by electronic means, in accordance with the provisions of the regulations in force relating to the digitalisation of public procurement procedures.

To this end, tenderers shall prepare, sign and transmit their tenders through the electronic platform dedicated to public procurement, in compliance with the prescribed technical requirements and deadlines.

The procedures for compiling the files, electronic signing, transmission, submission, modification and possible withdrawal of tenders, as well as the conditions for the admissibility of electronic tenders, are defined in the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT).

Any tender transmitted by any other means or submitted outside the conditions provided for in this Tender File shall be declared inadmissible.



BID SECURITY

Under pain of rejection of its tender, each tenderer shall attach to its administrative documents a bid security amounting to four hundred and twenty-five thousand and twenty (425,020) CFA francs.

The bid security shall be established in accordance with the model appearing in this Tender File, by a first-class bank or a financial institution approved by the Minister in charge of Finance and authorised to issue securities in connection with public contracts. The list of authorised institutions is annexed to this Tender File (Document No. 14).

The bid security is intended to guarantee the maintenance of the tender throughout its validity period and compliance, by the successful tenderer, with its commitments until the establishment of the performance security, where applicable.

The validity period of the bid security shall be thirty (30) days beyond the validity period of the tenders.

The bid securities of unsuccessful tenderers shall be returned to them under the conditions provided for by the regulations in force. That of the successful tenderer shall be released after the establishment, where applicable, of the performance security and notification of the contract.

CONSULTATION AND ACQUISITION OF THE TENDER FILE

The Tender File may be consulted free of charge, as from publication of this Notice of Invitation to Tender, on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the website of the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP) (www.armp.cm), or, during working hours, at the Public Contracts Service of the Ministry of Labour and Social Security (MINTSS), located at door No. III, telephone: 222 22 38 74.

The Tender File may be obtained from the Public Contracts Service of MINTSS, as from publication of this Notice, upon presentation of a receipt for payment into the Public Treasury of a non-refundable sum of fifty thousand (50,000) CFA francs, representing the cost of acquiring the file.

The payment receipt shall indicate the name of the tenderer, the subject of the Invitation to Tender and the number of the Notice of Invitation to Tender. A copy of this receipt shall be deposited with the Public Contracts Service of MINTSS when collecting the file.

Within the framework of the digitalised procedure, the Tender File may also be obtained in accordance with the procedures provided for on the COLEPS platform. The tenderer shall comply with the requirements relating to the electronic acquisition of the file and proof of payment of the acquisition fee, as defined by the regulations in force and specified in the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT).

No claim relating to failure to acquaint oneself with the contents of the Tender File shall be admissible after submission of the tenders.

SUBMISSION OF TENDERS

Each tender, drawn up in French or English, shall be transmitted exclusively by electronic means, through the COLEPS platform, in accordance with the provisions of the regulations in force and the procedures specified in the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT).

Tenders must be transmitted no later than 06 NOV 2026 at precisely 1:00 p.m. (local time). No tender may be received, registered or accepted after the above deadline.

It is the responsibility of the tenderer to ensure that its tender is properly prepared, signed, transmitted and effectively received on the COLEPS platform before expiry of the prescribed deadline.

Any risks associated with late, incomplete or defective transmission shall be borne exclusively by the tenderer.

The electronic tender shall bear the following wording:

"Open National Invitation to Tender under emergency procedure N° 00003 ONIT/MINTSS/ITB/2026 of 02 OCT 2026 for the feasibility study of the "One Municipality, One Mutual Health Fund" Project. To be opened only during the bid-opening session."

The procedures for submission, electronic signature, encryption, modification, replacement or possible withdrawal of tenders before the submission deadline shall be those provided for by the COLEPS platform and detailed in the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT).

ADMISSIBILITY OF BIDS

Under pain of rejection, the documents constituting the administrative file shall be produced in accordance with the requirements of this Tender File and the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT). They shall be submitted in originals or certified true copies issued by the issuing service or by the competent administrative authority, where such certification is required by the regulations in force.

Administrative documents must be dated less than three (03) months prior to the tender submission deadline or have been issued after the date of signature of the Notice of Invitation to Tender.

Any tender not containing all the required documents or containing documents that do not comply with the requirements of this Tender File may be declared inadmissible, subject to the regulatory provisions relating to the regularisation of administrative documents, where such regularisation is authorised.

In particular, the absence of the bid security, its non-compliance with the requirements of this Tender File, its issuance by an unauthorised institution or an insufficient amount shall result in the outright rejection of the tender, in accordance with the regulations in force.

Documents transmitted electronically must be legible, complete and compliant with the requirements of the COLEPS platform. The tenderer shall remain solely responsible for the quality, authenticity and integrity of the documents transmitted.

OPENING OF BIDS

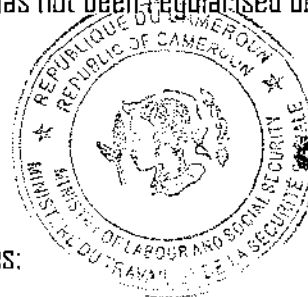
The opening of bids containing the administrative documents, technical tenders and financial tenders shall take place on 06 NOV 2026 at precisely 2:00 p.m., by the Internal Tenders Board (ITB) of the Ministry of Labour and Social Security, in the conference room of the said Ministry, door No. 117.

This bid-opening session shall be public. Tenderers or their duly authorised representatives, bearing a valid mandate, may attend.

In accordance with the regulations in force, the Board shall open the tenders in one or several stages, depending on the provisions of this Tender File and the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT). On this occasion, the names of the tenderers, the amounts of the tenders and the main administrative documents shall be made public.

The Board reserves the right to request, where applicable, any additional document or any regularisation of administrative documents within forty-eight (48) hours from the bid-opening session, in accordance with the regulations in force.

Upon expiry of this period, any tender that is non-compliant, incomplete or has not been regularised under the required conditions shall be declared inadmissible.



14. EVALUATION CRITERIA

14.1 Eliminary criteria

Any tender shall be declared inadmissible or eliminated in the following cases:

- Absence or non-compliance of the bid security;
- Absence or non-compliance of an administrative document not regularised within the prescribed period;
- False declaration, forged document or substitution of document;
- Absence of the sworn statement of non-abandonment of a contract during the last three (3) years;
- Absence of financial capacity amounting to 30% of the total tax-inclusive amount of the contract;
- Technical score below the minimum threshold of seventy percent (70%) of the points;
- Absence of a proposed Team Leader or non-compliance of his/her profile with the requirements of the Tender File;
- Failure to comply with the essential specifications of the Terms of Reference (TOR);
- Failure to comply with the electronic submission conditions provided for by the COLEPS platform.

14.2 Essential criteria

Technical tenders shall be evaluated on the basis of the following essential criteria:

- Understanding of the Terms of Reference and proposed methodology;
- Experience of the firm in similar studies;

- Qualifications and experience of the proposed key personnel;
- Organisation and work plan proposed for the implementation of the assignment;
- Logistical and material resources mobilised for the performance of the services;
- Implementation schedule and compliance with deadlines;
- References of the firm in similar fields.

Each criterion shall be scored in accordance with the evaluation grid contained in the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT).

14.3 Financial evaluation

Only tenders having obtained the required minimum technical score shall be opened for financial evaluation. The financial evaluation shall consist of checking and, where necessary, correcting arithmetic errors, followed by comparison of the corrected financial tenders. The lowest evaluated compliant tender shall be retained, subject to verification of its technical compliance.

14.4 Selection method

The contract shall be awarded to the tenderer having obtained the best overall score, resulting from the combination of the technical score and the financial score, in accordance with the selection method defined in the SRIT.

AWARD

The Letter-Order shall be awarded to the tenderer whose tender has been found to be substantially compliant with the requirements of the Tender File, has met the required technical and financial qualification criteria, and has been evaluated as the lowest-priced tender, after correction of any arithmetic errors and taking into account, where applicable, the discounts offered.

The award shall be subject to verification of the ability of the selected tenderer to satisfactorily perform the services covered by this Invitation to Tender, particularly with regard to its references, human and material resources, as well as its administrative and tax status.

The Contracting Authority reserves the right not to award the Letter-Order if no tender meets the qualification criteria or if the tenders received are deemed non-compliant, unacceptable, abnormally low or excessively high in relation to the available estimated budget.

It may also, in accordance with the regulations in force, declare the procedure unsuccessful or suspend it at any time for duly justified public-interest reasons, without the tenderers being entitled to any compensation or indemnity.

VALIDITY PERIOD OF TENDERS

Tenderers shall remain bound by their tenders for a period of thirty (30) days from the tender submission deadline set out in this Tender File.

During this period, tenderers may neither modify nor withdraw their tenders, under pain of the sanctions provided for by the regulations in force.

This validity period may exceptionally be extended at the request of the Contracting Authority. In such a case, tenderers shall be invited to confirm in writing the maintenance of their tenders for the additional period requested.

Refusal by a tenderer to extend the validity period shall entail neither a penalty nor forfeiture of its bid security.

17. ADDITIONAL INFORMATION

Additional information relating to this Tender File may be obtained, during working hours, from the Public Contracts Service of the Ministry of Labour and Social Security (MINTSS), door No. III, telephone: 222 22 38 74.

Such information must be requested sufficiently in advance to allow for its processing within a timeframe compatible with the tender submission deadline. No oral information not confirmed in writing may be invoked against the Contracting Authority.

Any clarifications provided to tenderers, where applicable, shall be communicated to all candidates who have collected the Tender File, in accordance with the principle of equal treatment.

18. REPORTING, CORRUPTION AND MALPRACTICES

Every tenderer, service provider or person involved in the procedure shall report without delay any suspicious or irregular practice of which he/she becomes aware.

For this purpose, reports may be addressed to the following competent bodies:

The National Anti-Corruption Commission (CONAC), on the toll-free number 1517;

The Authority in charge of Public Contracts (MINMAP), by SMS or call to the numbers (+237) 673 20 57 25 and (+237) 699 37 07 48;

The Public Contracts Regulatory Agency (ARMP), in accordance with the procedures in force.

Any report shall be handled in strict compliance with the confidentiality of the information received and the applicable regulatory provisions, without prejudice to the administrative, disciplinary or judicial proceedings provided for by the legislation in force.

19. FINAL PROVISIONS

All provisions not expressly specified in this Tender File shall be governed by the legislative and regulatory texts in force relating to public contracts, as well as by the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT).

In the event of any contradiction between the various documents constituting the Tender File, the provisions of the SRIT shall prevail over those of the other documents, unless otherwise expressly stated.

Any difficulty in interpreting the clauses of this Tender File shall be resolved in accordance with the general principles of public procurement law and, where applicable, by the Contracting Authority, without prejudice to the remedies provided for by the regulations in force.

Yaoundé, on

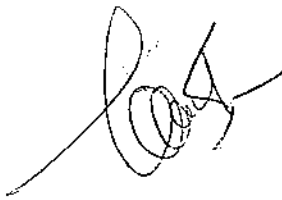
12 OCT 2026

The Minister of Labour and Social Security

Copies:

- MINMAP
- ARMP (for publication and archiving)
- Project Owner or DPB concerned, as appropriate;
- Chairperson of the Tenders Board concerned;
- Chairpersons of the CCCB, where necessary;
- Notice Board/File.




Grégoire OWONA